

Nouvelle Calédonie : morte de rire, le FLNKS dit non à l'accord dont Valls est si fier !

écrit par Christine Tasin | 14 août 2025



(DELPHINE MAYEUR/AFP via Getty Images)



(DELPHINE MAYEUR/AFP via Getty Images)

La France et les Caldoches boiront le poison jusqu'à la lie. Plus les anti-France qui veulent quand même bénéficier de ses atouts sans qu'elle puisse décider quoi que ce soit renient les 3 referendums qui ont clairement montré que les Calédoniens veulent rester Français et continuer à faire partie de la République française, plus les ultras vont monter au créneau pour exiger la disparition totale de la France... et des Français, forcément, en Nouvelle Calédonie. Ce qui sera la fin de la Nouvelle Calédonie qui évoluera, forcément comme les Comores...

Un petit goût de déjà vu, un petit goût d'Algérie et pas que... La France est aux mains de décoloniaux qui ne s'affichent pas comme tels. Une armée d'ennemis de l'intérieur aux manettes aura tout fait en 8 ans pour chasser la France et les Français d'Afrique, du Pacifique... tout en faisant en sorte que nous continuions de les subventionner et les faire vivre à la sueur de notre front.

Ainsi se construit l'histoire du monde en 2025. Alea jacta est.

Christine Tasin

Nouvelle-Calédonie : le FLNKS s'oppose à l'accord de Bougival et dira « stop à l'État s'il entend passer en force »

PAR [EPOCH TIMES AVEC AFP](#) 13 août 2025 11:13 Mis à jour: 13 août 2025 11:13

Sans surprise, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), principal alliance indépendantiste de [Nouvelle-Calédonie](#), a confirmé mercredi qu'il rejetait l'accord sur l'avenir du territoire signé début juillet avec l'État et les non-[indépendantistes](#).

Le FLNKS « rejette formellement le projet d'accord de Bougival, en raison de son incompatibilité avec les fondements et acquis de notre lutte », a indiqué Dominique Fochi, secrétaire général de l'Union calédonienne et membre du bureau politique du FLNKS, lors d'une conférence de presse à Nouméa.

Le FLNKS avait convoqué un congrès extraordinaire samedi pour décider du futur de l'accord, signé le 12 juillet sous l'égide du ministre des Outre-mer Manuel Valls à l'issue de plusieurs jours de négociations à Bougival (Yvelines) entre les forces politiques calédoniennes, dont le Front.

Cet accord prévoit notamment la création d'un « État de Nouvelle-Calédonie » et d'une nationalité calédonienne, ainsi qu'une possibilité de transfert des compétences régaliennes (monnaie, justice, police). **Mais il a suscité une levée de boucliers chez une partie du camp indépendantiste qui estime qu'il ne va pas assez loin dans la souveraineté du territoire français du**

Pacifique, notamment parce qu'il ne prévoit pas de nouveau référendum sur l'indépendance.

Un « appel pacifique » est lancé

« Bougival est derrière nous », a affirmé Marie-Pierre Goyetche (Parti travailliste), également membre du bureau politique du FLNKS : « C'est un rejet en bloc, nous ne participerons pas au comité de rédaction » proposé par Manuel Valls pour clarifier certains termes de l'accord. « Nous lançons un appel pacifique à nos forces vives pour dire stop à l'État s'il entend passer en force », a-t-elle ajouté.

L'accord de Bougival continue d'être défendu localement par l'ensemble du camp non-indépendantiste, par l'Eveil océanien, parti « ni-ni » (ni indépendantiste, ni loyaliste), et par le Parti de libération kanak (Palika) et l'Union progressiste en Mélanésie (UPM), deux mouvements indépendantistes qui ont quitté le FLNKS en 2024.

Dans un communiqué, les deux principaux mouvements non-indépendantistes (Les Loyalistes et le Rassemblement-LR) ont déploré la décision du FLNKS, y voyant « un reniement de sa signature » et « une nouvelle trahison ». Ils appellent à la création « d'un comité *ad hoc*, composé de loyalistes et d'indépendantistes favorables à l'accord de Bougival, de membres de la société civile et d'experts » pour en « approfondir certains aspects techniques ». Sans attendre l'officialisation de ce rejet, Manuel Valls avait lui annoncé se rendre « la semaine du 18 août » en Nouvelle-Calédonie pour tenter de sauver l'accord, qu'il présente comme « un compromis historique, fruit de mois de travail (...) avec toutes les délégations, y compris celle du FLNKS ».

En visioconférence depuis Mulhouse (Haut-Rhin), où il a été incarcéré pendant près d'un an, le président du FLNKS, Christian Tein, a dénoncé mercredi « un accord à marche forcée proposé par Macron ». « On n'a pas tiré

les leçons de ce que le pays a traversé », a déploré le dirigeant frappé par une interdiction de se rendre en Nouvelle-Calédonie, faisant référence aux émeutes de mai 2014 qui ont fait 14 morts et plusieurs milliards d'euros de dégâts.

Le FLNKS souhaite « la pleine souveraineté avant l'élection présidentielle de 2027 »

Selon Dominique Fochi, le FLNKS souhaite « ouvrir le dialogue » pour la « signature d'un accord de Kanaky (nom donné au territoire par les indépendantistes, NDLR) le 24 septembre 2025 », conduisant à « l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté avant l'élection présidentielle de 2027 ».

Il a également insisté sur la tenue de discussions « sous la supervision » de M. Tein. Libéré de prison le 13 juin, il reste mis en examen pour son rôle présumé dans les émeutes de l'an dernier. Le leader politique a toujours nié avoir appelé à la violence.

Malgré ce rejet, « le FLNKS rencontrera Manuel Valls » lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie, a assuré Sylvain Pabouty (Dynamik unitaire sud). « Nous en profiterons pour lui dire que nous voulons que les élections provinciales se tiennent en novembre (...) pour connaître la réelle légitimité des uns et des autres », a-t-il ajouté. Ces élections, cruciales en Nouvelle-Calédonie où les provinces concentrent la majorité des compétences, auraient dû se tenir fin 2024. Mais elles avaient été repoussées à novembre 2025 au plus tard après les émeutes causées en 2024 par le projet d'élargissement du corps électoral calédonien.

L'accord de Bougival prévoit de les repousser de nouveau, à mi-2026.